



Institut
EGA

Le Hamas : la voie islamique de la cause palestinienne (1987-2021)

Hugo De Baets

Chargé d'études - Direction générale
Institut d'Études de Géopolitique Appliquée

Mai 2021

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur

ISSN : 2739-3283

© Tous droits réservés, Paris, Institut d'Études de Géopolitique Appliquée, 2021.

Comment citer cette publication :

Hugo De Baets, « Le Hamas : la voie islamique de la cause palestinienne (1987-2021) », Institut d'Études de Géopolitique Appliquée, 1er mai 2021.

Institut d'Études de Géopolitique Appliquée - 31 Rue de Poissy 75005 Paris

E-mail : secretariat@institut-ega.org

Site internet : www.institut-ega.org

SOMMAIRE

Introduction – P. 2

Naissance du Hamas, mission et idéologie – P. 3

Les débuts du Hamas comme force d’opposition terroriste (1988-1999) – P. 4

L’essor du Hamas dans le paysage palestinien (2000-2003) – P. 6

Le tournant politique et la prise de pouvoir (2004-2006) – P. 7

Le Hamas entre conflit inter-palestinien et conflit israélo-palestinien (2007-2011) – P. 9

Le Hamas aujourd’hui (2012-2021) – P. 11

Bibliographie – P. 14

En février 2021, le Hamas et le Fatah se sont rencontrés au Caire pour convenir conjointement de la tenue d'élections communes. Les deux partis palestiniens - pourtant rivaux - multiplient les pourparlers au nom de l'« unité nationale ». Ce réchauffement semble surtout constituer un tournant pour le Hamas, parti islamique prônant la lutte armée et traditionnellement non enclin au dialogue. Alors pourquoi ce nouveau rôle pour le Hamas ?

Accusé d'une trop large complaisance vis-à-vis d'Israël et phagocyté par la colonisation israélienne, le Fatah est de plus en plus marginalisé sur le plan interne. De même à l'échelle internationale, la normalisation à l'œuvre entre Tel-Aviv et différents États arabes réduit grandement la marge de manœuvre du Fatah au pouvoir de l'Autorité palestinienne. De l'autre côté du spectre politique le Jihad islamique palestinien, largement considérée comme un mouvement terroriste, demeure politiquement inacceptable tant pour une large frange de Palestiniens que pour la communauté internationale. Dès lors il semble que le Hamas sorte grandit de l'affaiblissement de ses concurrents palestiniens et s'érige en alternative politique la plus viable au nom de la cause palestinienne et ce, au-delà de la bande de Gaza où siège le pouvoir du Hamas. De plus, à l'heure de la normalisation entre Israël et certains États arabes à l'instar des Emirats Arabes Unis, Bahreïn, le Soudan ou encore le Maroc, le Hamas jouit toujours de nombreux soutiens internationaux en provenance d'Iran, de la milice Hezbollah, ou bien de la Turquie ou encore du Qatar.

Décrié et largement condamné par Israël, le Hamas est toutefois considéré comme une organisation terroriste par plusieurs États. Le Hamas est en effet classé « terroriste » par Israël, l'Égypte, le Japon ou la Jordanie puis figure sur la liste officielle des organisations terroristes des États-Unis, de l'Union européenne et du Canada. Mais en dehors de sa doctrine fondée sur la lutte armée et de sa branche militarisée, le Hamas est également un parti politique structuré. Depuis 2006, le Hamas possède 74 sièges sur les

132 du Conseil législatif palestinien. Cette branche politique du Hamas mène des actions sociales et s'appuie sur un réseau d'associations de collecte de fonds afin de mettre en œuvre son agenda politique. Le 10 mars 2021, Yahya Sinwar a été réélu à la tête du Hamas.

Organisation terroriste paramilitaire ou parti politique ? Le Hamas semble difficile à définir et à apprécier. À l'aube du nouveau rôle politique qui semble se profiler pour le Hamas, quel est vraiment ce mouvement ? Qui est le Hamas et comment se compose-t-il ? Depuis sa création en 1987, quelles évolutions et quelle structuration pour le Hamas ?

I. Naissance du Hamas, idéologie et mission

Durant les années 1960 et 1970, les Frères musulmans s'implantent en Palestine et en particulier à Gaza. Or selon sa charte, « le Mouvement de la Résistance Islamique est l'une des ailes des Frères musulmans en Palestine »¹. Cette filiation se retrouve à la naissance du Hamas en 1987, date à laquelle les Frères musulmans de Palestine se divisent quant à la ligne politique qu'ils souhaitent adopter. Dans le contexte de la première Intifada, une partie du mouvement, menée par les frères Ahmed Yassin, Abdel Aziz al-Rantissi et Mohammed Taha, se politise et choisit la lutte armée en créant le Hamas. À sa création, le Hamas se fixe comme objectif la destruction de l'État d'Israël pour le remplacer par un unique État palestinien.

Dès le 18 août 1988, le Hamas publie sa charte afin d'y préciser son idéologie, qui est premièrement islamiste. Le Hamas appelle en particulier au Jihad contre les juifs et appelle à la création « d'un État islamique en Palestine ». Aux yeux du Hamas, « l'élimination de l'entité sioniste » est l'objectif incontournable fixé pour la réalisation de sa mission :

¹ Charte politique du Hamas, entrée en vigueur le 18/08/1988, complétée le 01/05/2017.

l'instauration d'un État palestinien gouverné par les lois du Coran. Ainsi la dimension religieuse demeure partie intégrante du Hamas puisque l'organisation définit la réislamisation de la société palestinienne comme un moyen capital afin de résister à Israël et de reconquérir toute la Palestine. De même, outre l'islam sunnite, la charte du Hamas met l'accent sur le rôle de l'éducation, mais aussi de la femme dans la lutte contre ceux considérés comme les « occupants » israéliens. Enfin, conformément à sa logique de libération des territoires palestiniens et d'élimination d'Israël, le Hamas précise dans sa charte que le mouvement se refuse à toutes négociations avec Israël. « Renoncer à quelque partie de la Palestine que ce soit, c'est renoncer à une partie de la religion. » Dans cette optique, le Hamas se refuse à commercer et à payer quelconques taxes à Israël. Pour appliquer son projet, le Hamas est divisé en une branche politique et une branche du renseignement. Cette dernière formera, en 1992, la branche militaire du mouvement.

L'objectif du Hamas est clair, dès sa création. Encore aujourd'hui, le mouvement conserve ce projet d'éradication de l'État d'Israël sur la base d'un unique État palestinien. Notons toutefois qu'en 2017, un nouveau document viendra s'ajouter à la charte originelle pour corriger l'interprétation antisémite de la charte de 1988. Précisant que le conflit avec Israël est « politique et non religieux » afin de se garder de toutes accusations de racisme et d'antisémitisme pouvant discréditer le Hamas sur un plan international.

II. Les débuts du Hamas comme force d'opposition terroriste (1988-1999)

Alors que le Hamas émerge, l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), qui fait alors figure de mouvement de référence pour la cause palestinienne, connaît une évolution stratégique. En effet, en 1988, Yasser

Arafat accepte la résolution 242 et reconnaît donc officiellement l'État d'Israël et, en prônant l'État palestinien le 15 novembre, fait le choix du projet à deux États et renonce au terrorisme. L'abandon par le Fatah de la lutte armée laisse le champ libre au Hamas et au Jihad islamique Palestinien, ce dernier restant toutefois marginal. Dès lors, le Hamas devient le principal mouvement palestinien assurant la lutte armée contre Israël et grossit ses rangs de certains dissidents de l'OLP, désireux de poursuivre cette lutte militarisée.

Les premières actions du Hamas ont donc lieu durant la première Intifada (1987-1993), alors que le mouvement islamique profite d'un large financement en provenance d'Iran et du Hezbollah. En 1991, le Hamas commet par exemple sa première attaque contre des civils israéliens en assassinant un habitant de Kfar Darom. En 1993, en réaction à la signature des accords d'Oslo signés entre Israël et l'Autorité palestinienne, le Hamas débute sa campagne d'attentats-suicides par l'explosion d'une camionnette piégée à Mehola dans la vallée du Jourdain. Les accords d'Oslo réitérent une solution à deux États rejetée par l'idéal islamique du Hamas. En 1994, le même type d'attentat est accompli sur le sol israélien à Afoula. Entre 1994 et 1995, ce ne sont pas moins de quatre attaques suicides qui seront revendiquées par le Hamas. En janvier 1996, lorsque le Premier ministre israélien Shimon Pérès ordonne l'assassinat du chef militaire du Hamas, Yahia Ayache, le Hamas reprendra sa politique d'attentats-suicides jusqu'en 1998. L'ensemble de ces attentats vise directement l'État hébreu en ciblant des civils israéliens sur le sol de l'État d'Israël et contribuent donc à l'installation d'un climat d'insécurité.

Il convient toutefois de rappeler que l'ensemble de ces attentats-suicides dans la fin des années 1990 n'est pas à accorder entièrement au crédit du Hamas puisque le Jihad islamique palestinien, habitué à ce type d'attaques, revendique également plusieurs attentats à son compte.

III. L'essor du Hamas dans le paysage palestinien (2000-2003)

Malgré les efforts de dialogue inter-palestinien repris en 1997, les différents mouvements palestiniens s'éloignent davantage à l'aube du XXI^e siècle. Alors que le processus de paix israélo-palestinien est dans l'impasse, la seconde Intifada (2000-2004) éclate et profite grandement au Hamas. En effet, tandis que le Fatah est associé aux échecs de l'Autorité palestinienne dans la construction d'une paix durable, celui-ci recule aux élections de septembre 2000 au profit du Hamas ; ce qui augure une intensification des luttes d'influence entre le Fatah et le Hamas.

Durant la seconde Intifada, le Hamas cherche à accroître son influence au sein de la Bande de Gaza, territoire palestinien qui demeure le fief du mouvement depuis sa création par les Frères musulmans. Pour se faire, le Hamas relance sa lutte armée et multiplie les attentats-suicides sur des positions israéliennes. Le Hamas revendique, tout comme le Jihad islamique palestinien, l'attentat du 9 août 2001 faisant 15 morts et 130 blessés. Le Hamas revendique également l'attentat-suicide de Patt Junction, visant un autobus israélien à Jérusalem, au bilan de 19 morts et 74 blessés le 18 juin 2002. Enfin en juillet 2002, le mouvement islamique revendique l'attaque de l'Université hébraïque de Jérusalem faisant 9 morts.

La seconde Intifada radicalise l'opinion publique palestinienne à l'égard de l'État hébreu et ronge les espoirs de paix qui ont pourtant émergé en 1993. Israël opère certaines actions qui sont mal perçues par les Palestiniens, comme la réoccupation militaire, en 2001, de territoires placés sous l'autorité palestinienne lors des accords d'Oslo et, en 2002, la construction du mur de séparation israélien en Cisjordanie. Ainsi, la population palestinienne se rapproche progressivement du projet politique

émis par le Hamas. Ces derniers estiment qu'Israël ne souhaite pas réellement la paix et n'est pas enclin à quelconques concessions territoriales. Le Hamas proposera d'ailleurs en 2003 une trêve temporaire ne remettant pas en cause son principe de non-reconnaissance de l'État d'Israël revendiqué dans leur charte.

IV. Le tournant politique et la prise de pouvoir (2004-2006)

En mars 2004, le chef historique du mouvement Ahmed Yassine est assassiné lors d'une attaque ciblée de l'armée israélienne. Quelques jours après sa désignation, son successeur Abdel Aziz al-Rantissi est également assassiné. Ces assassinats entraînent un changement de direction à la tête du Hamas. Alors que Yasser Arafat, Président de l'Autorité palestinienne, décède en novembre 2004, la nouvelle direction du Hamas comprend que le mouvement peut devenir un adversaire sérieux pour le Fatah et décide donc d'un changement de stratégie afin de s'impliquer davantage dans la vie politique. En effet Mahmoud Abbas, Président élu à la tête de l'Autorité palestinienne pour succéder à Arafat, décide de mener une politique de démocratisation des institutions palestiniennes. Abbas décide ainsi de la tenue d'élections municipales et législatives. Conformément à sa nouvelle stratégie, le Hamas abandonne son boycott politique mené depuis les accords d'Oslo et opère sa transformation en parti politique. Plusieurs représentants du Hamas se présentent ainsi aux élections municipales palestiniennes de 2005. Au terme de ce scrutin concernant à la fois Gaza et la Cisjordanie, le Hamas remporte un tiers des conseils municipaux palestiniens.

Le Hamas décide alors de limiter ses attentats-suicides, malgré l'attaque de Béer Sheva en 2004 faisant 15 morts et 125 blessés et celle de 2005 causant 7 blessés. De même en 2006, Khaled Mechaal, le principal

responsable du Hamas, affirmait ce qui suit : « nous acceptons aujourd'hui d'édifier un État palestinien à l'intérieur des frontières de 1967. Mais cela ne signifie nullement que nous reconnaissons Israël. Toutefois nous sommes prêts à conclure une trêve sur le long terme avec lui. En acceptant le statut d'Israël, sans pour autant le reconnaître »². Aussi bien dans la pratique que dans la rhétorique, le Hamas semble donc aborder un tournant politique enclenché en 2004.

Fort de son succès aux municipales de 2005, le Hamas décide de participer aux élections législatives qui se tiennent le 26 janvier 2006. Au terme du scrutin palestinien, le Hamas sort en tête avec 56% des suffrages et remporte 76 sièges sur 132. Le Hamas profite notamment de larges assises dans son territoire historique de Gaza où il a politiquement pris pied depuis le départ de l'armée et des Israéliens pendant l'été 2005. Le virage politique décidé par le Hamas est un succès. La victoire de 2006 s'explique par la réussite des actions sociales menées par le Hamas depuis 2004 et par la sanction des électeurs palestiniens, lassés par la gestion du processus de paix et par les enjeux sécuritaires, envers l'Autorité palestinienne et le Fatah.

En ravissant la majorité au Fatah, le Hamas forme un nouveau cabinet de l'Autorité palestinienne. Le président Mahmoud Abbas charge ainsi le chef du Hamas, Ismaël Haniyeh, de former un gouvernement de 24 membres, au sein duquel le Fatah refuse de participer. Si l'objectif du Hamas demeure alors l'établissement d'un État islamiste souverain sur l'ensemble de la Palestine, le mouvement conserve sa nouvelle ligne politique modérée et est prêt à accepter dans un premier temps le territoire palestinien actuel (Gaza, Cisjordanie, Jérusalem-Est).

² Archive Wikipédia, « Le Hamas veut un état Palestinien dans les frontières de 1967 », Contre Info, 26/12/2006.

Toujours considéré comme une organisation terroriste par un certain nombre de puissances internationales, dont et surtout Israël, cette victoire du Hamas est perçue comme un net retour en arrière par les gouvernements étrangers. En outre, face à l'échec des négociations entre le Fatah et le Hamas, la victoire de 2006 ouvre une nouvelle ère de conflit entre mouvements palestiniens.

V. Le Hamas entre conflit inter-palestinien et conflit israélo-palestinien (2007-2011)

Face aux rivalités entre le Hamas et le Fatah, Mahmoud Abbas décide, en décembre 2006, de convoquer de nouvelles élections. Cependant, à l'issue du scrutin, aucun gouvernement d'union nationale n'est trouvé. C'est pourquoi, en 2007, Mahmoud Abbas et le chef du bureau politique du Hamas Khaled Mechaal signent un accord sur un gouvernement d'union nationale palestinien. Le 11 mai 2007, les affrontements reprennent à Gaza entre Palestiniens. Le 14 juin, le Hamas parvient à reprendre les positions détenues par le Fatah à Gaza. Dès lors, le Hamas jouit d'un contrôle total sur Gaza et l'Autorité palestinienne ne s'exerce plus qu'en Cisjordanie. En réaction à la prise de pouvoir unilatérale du Hamas, Mahmoud Abbas déclare l'État d'urgence, dissout le gouvernement et prépare la tenue de nouvelles élections. Le Premier ministre palestinien Ismaïl Haniyeh, issu du Hamas, décide néanmoins de poursuivre sa mission à la tête du gouvernement. Il existe donc deux gouvernements palestiniens, l'un dirigé par le Hamas à Gaza, l'autre dont Salam Fayyad prend la tête en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, reconnu par la communauté internationale et par Israël. Le conflit inter-palestinien s'apparente à une réelle guerre civile puisque plus de 600 palestiniens perdront la vie dans les combats à Gaza de janvier 2006 à mai 2007.

Si en 2008 les violences se poursuivent à Gaza entre le Fatah et le Hamas, les relations inter-palestiniennes reprennent en février 2009, lors d'une conférence organisée au Caire, intermédiaire habitué de la cause palestinienne, entre les responsables du Fatah et du Hamas. Un nouveau gouvernement est alors nommé le 19 mai 2009, auquel le Hamas refuse de participer.

Outre le conflit inter-palestinien le Hamas doit, au lendemain de sa victoire de 2006, faire face à l'hostilité d'Israël. L'élection du Hamas entraîne la fin du versement des taxes par Israël à l'Autorité palestinienne et la mise en place d'un blocus israélien sur l'ensemble de la Bande de Gaza à partir de 2006. Dès juin de la même année, l'opération israélienne « *Pluies d'été* » bombarde le sud de la bande de Gaza. À la suite de ces raids israéliens, plusieurs membres du Hamas sont arrêtés, dont des ministres et responsables politiques. Israël maintient une politique dure envers le Hamas et refuse de coopérer avec le mouvement tant que celui-ci refuse toujours de reconnaître Israël et de renoncer à une lutte armée. Se sentant continuellement menacé par le Hamas, Israël poursuit ses bombardements contre les positions du mouvement à Gaza en 2007.

En 2008, alors que le Hamas semble prendre le pas sur le Fatah dans le conflit inter-palestinien, Tel-Aviv décide d'accentuer son offensive contre le Hamas. Le 27 décembre 2008, Israël lance l'opération « *Plomb durci* » dans le but de faire cesser les tirs de roquette touchant le sud d'Israël.

Affaibli par les bombardements israéliens sur Gaza, le Hamas doit se contraindre à se rapprocher du Fatah. Le 27 avril 2011, le Fatah et le Hamas concluent un accord de réconciliation et prévoient la tenue de nouvelles élections générales prévues dans l'année. Si cet accord n'aboutit pas concrètement, un protocole est toutefois signé en mai 2011 entre Palestiniens pour la formation d'un gouvernement transitoire indépendant.

Ces efforts n'aboutiront pas à la mise en place d'un gouvernement commun issu de nouvelles élections générales mais participeront toutefois à renouer le dialogue entre mouvement inter-palestiniens.

VI. Le Hamas aujourd'hui (2012-2021)

En décembre 2012 Khaled Mechaal, dirigeant du Hamas, affirmait que la stratégie du mouvement consistait à faire « parfois une trêve, parfois une escalade sous des formes variées, parfois tirer des roquettes, parfois non ». Ce qui explique la reprise des tensions entre le Hamas et Israël la même année. Tel-Aviv lance notamment l'opération « *Colonne de nuée* » ciblant des chefs militaires et des rampes de missiles du Hamas.

Surtout, en 2014, Israël accuse le Hamas d'être responsable de l'enlèvement de trois adolescents israéliens. Si les indices incriminants le Hamas sont nombreux, l'enlèvement n'a jamais été revendiqué par le mouvement islamiste. Dénoncé par les États-Unis, cet enlèvement discrédite grandement le Hamas sur la scène internationale et relance les tensions entre celui-ci et Israël. À l'été 2014, alors que l'État hébreu bombarde à nouveau Gaza, le Hamas est une nouvelle fois militairement opposé aux forces israéliennes.

Durant la décennie 2010, le Hamas enclenche également un rapprochement avec ses homologues palestiniens. En avril 2014, le Hamas et le Fatah forment un « gouvernement de consensus » mettant ainsi fin à sept ans de dissensions entre les deux mouvements palestiniens rivaux. En 2017, un nouveau rapprochement s'opère à l'occasion du départ de Mechaal qui cède sa place à la tête du Hamas au profit d'Ismail Haniyeh. Sous l'impulsion de ce dernier, le Hamas et le Fatah signent un nouvel accord de réconciliation en octobre 2017 afin de contrer la menace israélienne. Cet accord prévoit notamment que le Hamas rende le contrôle

de la bande de Gaza, son fief historique, à l'Autorité palestinienne. Cet aveu du Hamas, alors ouvert à rendre Gaza au contrôle de l'Autorité palestinienne, s'explique notamment par les difficultés socio-économiques dont souffrent les Gazaouis, victimes du blocus israélien.

Affaibli par le blocus israélien et les raids aériens, le Hamas semble achever la décennie 2010 d'un pas plus discret. Aujourd'hui, le Hamas conserve le contrôle de la bande de Gaza et continue d'y mettre en place son agenda politique en menant des actions sociales par le biais de ses programmes d'aide au financement de mosquées, d'écoles, de crèches, d'orphelinats ou d'élevages. La branche politique du Hamas a également intensifié sa propagande politique fondée sur son site web *Al-Fateh* et sur sa chaîne de télévision *Al-Aqsa TV* afin de communiquer sur son programme et d'accroître son influence. Ce rôle politico-social du Hamas, en parallèle de ses actions armées, a été d'autant plus important dans un contexte de crise sanitaire ; la pandémie liée à la COVID-19 ayant fortement ébranlé la Bande de Gaza à partir de l'été 2020.

Tout comme l'Autorité palestinienne et le Fatah, le Hamas a dument dénoncé les accords de normalisation entre Israël, les Émirats Arabes Unis, Bahreïn, le Soudan et le Maroc. Si le Hamas est idéologiquement très éloigné des monarchies du Golfe depuis plusieurs décennies et que celui-ci compte davantage sur des soutiens en provenance de Téhéran et du Hezbollah, nul doute que le processus de rapprochement entre Israël et États arabes affaiblira un peu plus les structures et ressources du Hamas. Un rapprochement entre le Hamas et le « croissant chiite »³ demeure toutefois risqué puisqu'une telle stratégie menacerait le mouvement islamique palestinien aux yeux de potentiels partenaires internationaux, notamment occidentaux.

³ Région géopolitique du Moyen-Orient, présumée sous influence iranienne, et dont la cohérence résiderait dans sa concentration majoritaire de musulmans chiites.

On comprend donc le tournant progressiste et pacifique que semble aujourd'hui adopter le Hamas. Le 14 mars 2021 le Hamas annonçait que, pour la première fois de son histoire, deux femmes intégraient le nouveau bureau politique du mouvement. Ce tournant progressiste a lieu quelques mois avant les élections législatives et présidentielles palestiniennes, initialement annoncées respectivement les 22 mai et 31 juillet 2021. Ces élections devaient être les premières depuis quinze ans mais le 29 avril 2021, à l'issue d'une réunion de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), Mahmoud Abbas a annoncé le report des élections tant que la tenue du scrutin n'était pas garantie à Jérusalem-Est. Si, malgré de nombreux pourparlers, le Fatah et le Hamas ne présenteront visiblement pas de liste commune à ces futures élections, force est de constater que la participation du Hamas demeure symboliquement très forte. En se refusant à son arme traditionnelle qu'est le boycott, le Hamas légitime une nouvelle fois l'Autorité palestinienne, accepte de dialoguer avec le Fatah dans un cadre démocratique et, si défaite il devait essuyer, le Hamas se montrerait donc toutefois prêt à renoncer à son contrôle de la bande de Gaza.

Bibliographie

Ouvrages

- J.-L. GLEIS, B. BERTI, *Hezbollah and Hamas : A Comparative Study*, ed. Johns Hopkins University Press, 2012, 264 p.
- F. ENCEL, F. THUAL, *Géopolitique d'Israël*, Paris, ed. Points, 2011, 490 p.
- A. GRESH, *Israël, Palestine : vérités sur un conflit*, Paris, ed. Hachette, 2017, 328 p.

Articles de presse

- AFP, « Première à Gaza : deux femmes entrent au bureau politique du Hamas », Le Figaro, 14/03/2021.
- AFP, « Election cette semaine du chef du Hamas à Gaza », L'Orient-Le-Jour, 09/03/2021.
- AFP, « Accord Israël-Émirats : la Palestine s'insurge et dénonce une «trahison» », Le Figaro, 14/08/2020.
- A. BASBOUS, « La cause palestinienne enterrée par les accords d'Abraham », Libération, 14/09/2020.
- S. BOUKHELIFA, « Le Qatar augmente son aide financière à la bande de Gaza », RFI, 03/02/2021.
- N. DOUKHI, « Élections palestiniennes : les enjeux d'une liste commune Fatah-Hamas », L'Orient-Le-Jour, 31/03/2021.

Articles académiques

- A.-L. CHAIGNE-LOUDIN, « Hamas », Les Clés du Moyen-Orient, 02/03/2018.
- D. HEARST, « Élections en Palestine : un saut dans l'inconnu pour le Fatah et le Hamas », Middle East Eye, 24/02/2021.
- J. MASSAD, « Élections en Palestine : pourquoi le Hamas cherche-t-il l'unité nationale avec le Fatah ? », Middle East Eye, 04/03/2021.